

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 OCTOBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 17**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	2

OBJET DE LA DECISION

N° 23/484

**ATTRIBUTION D'UNE AIDE
ECONOMIQUE DE 30 000
EUROS A LA SOCIETE DE
PRODUCTION KARE
PRODUCTIONS - FONDS DE
SOUTIEN A LA PRODUCTION
CINEMATOGRAPHIQUE,
AUDIOVISUELLE ET
NOUVEAUX MEDIAS - 2023 -
AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/484

BUREAU DU 16 OCTOBRE 2023

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE AIDE ECONOMIQUE DE 30 000
EUROS A LA SOCIETE DE PRODUCTION KARE
PRODUCTIONS - FONDS DE SOUTIEN A LA
PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE,
AUDIOVISUELLE ET NOUVEAUX MEDIAS - 2023 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 21/12/415 du 16 décembre 2021 portant création d'un fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias et adoption du cadre d'intervention fixant les modalités d'attribution des aides,

VU la délibération n° 22/12/372 du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2022 portant modification du cadre d'intervention et des modalités d'attribution du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias,

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

VU la convention d'application du SRDEII 2022-2028 avec la Région Sud PACA fixant les conditions d'intervention complémentaire dans le cadre de l'octroi des aides économiques du 16 décembre 2022,

VU l'arrêté n° 22/52 du 10 mai 2022 portant composition de la commission cinéma,

VU l'appel à projet 2023 fixant les dates et modalités de dépôt des projets,

VU le projet déposé par Karé Productions le 3 août 2023,

VU l'avis favorable de la commission cinéma du 18 septembre 2023 pour l'attribution d'une aide à la production de 30 000 € à la société de production Karé Productions,

VU la convention d'aide à la production d'une œuvre cinématographique de longue durée « Mikado », ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre du développement de la filière cinéma et audiovisuel sur son territoire, a créé un fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle et nouveaux médias destiné aux sociétés de production ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage,

CONSIDERANT que l'appel à projets 2023 mis en publicité en janvier 2023 a suscité la réponse de la société de production Karé Productions qui souhaite bénéficier d'une aide à la production pour la réalisation de son œuvre « Mikado » tournée en partie sur le territoire métropolitain,

CONSIDERANT la conformité du projet « Mikado » au cadre d'intervention qui a été fixé,

Et après en avoir délibéré

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une aide financière d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros) à Karé Productions pour la production du long métrage « Mikado », au titre de l'appel à projets en 2023.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président à la signer.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits-sont inscrits au Budget Principal 2023 de la Métropole, sur l'opération budgétaire n° 16123 « Fonds de soutien aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques », fonction 633, article 20421.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 octobre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





**CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION
LONG METRAGE
« MIKADO »**

ENTRE

La **Métropole « Toulon Provence Méditerranée »**, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN autorisé en application de la décision n°xx du bureau métropolitain du xx,

ci-après dénommé « **la Métropole TPM** »

d'une part,

ET

La **structure de production** Karé Productions, dont le siège social est situé 1 rue Gabriel Laumain 75010 Paris, dont le N° de SIRET est 403 607 534 00050 et le code APE est 5911C représentée par Antoine REIN et Fabrice GOLDSTEIN ses représentants, dûment habilités à cet effet,

ci-après dénommé « **le Bénéficiaire** »

d'autre part.

Préambule

Conformément aux axes définis dans son projet métropolitain adopté le 30 septembre 2021, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite développer et structurer la filière « cinéma et audiovisuel » sur son territoire. En effet, l'accueil des tournages participe à son dynamisme, favorise son attractivité et génère des retombées économiques directes et indirectes.

La Métropole dispose d'un bureau métropolitain des tournages qui a pour mission de développer une offre de services attractive et de promouvoir le territoire en sensibilisant les producteurs et réalisateurs à la richesse et la diversité de ses décors.

La Métropole souhaite poursuivre le développement cette filière en développant un fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique et audiovisuelle ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

Ce soutien permet de conforter la filière sur le territoire en favorisant l'embauche d'une main-d'œuvre locale, de développer l'attractivité de la Métropole par une visibilité accrue et de favoriser le tourisme et des retombées économiques directes et indirectes.

Ces aides ainsi accordées par la Métropole constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT et s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2020-972 de la Commission européenne du 2 juillet 2020.

L'intervention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est conditionnée à l'intervention préalable de la Région Sud-Paca, qui est la collectivité chef de file en la matière et s'appuie sur la convention d'application du SRDEII entre la Région et la Métropole fixant les conditions de leur intervention complémentaire de coopération dans le cadre des aides économiques. Cette possibilité de cumul est prévue par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

Article 1 – Objet de la convention et montant de l'aide

Dans le cadre du fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias, la Métropole TPM attribue, en complément de l'aide régionale, une aide financière d'un montant de 30 000€ au Bénéficiaire pour le projet suivant :

- Type d'œuvre : long métrage
- Titre provisoire : Mikado
- Auteurs : Baya KASMI, Olivier ADAM, Magaly RICHARD-SERRANO
- Réalisateurs : Baya KASMI
- Date de début de tournage sur le territoire métropolitain : 29 août 2023
- Principaux lieux de tournage sur le territoire métropolitain : Toulon, La Seyne-sur-Mer, Saint-Mandrier-sur-Mer, Le Revest-les-Eaux
- Date prévisionnelle de sortie de l'œuvre : mi 2024

Article 2 – Modalités de versement de l'aide

L'aide financière est liquidée de la manière suivante :

- 50 % au premier jour de tournage attestée par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage,
- Le solde après transmission d'un état récapitulatif certifié des dépenses du film, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier qu'au moins 150% de l'aide économique (soit 45 000€ HT), ont été dépensés sur le territoire métropolitain.
- Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif sont définies par la nomenclature ci-jointe (annexe 1).
- Dans tous les cas l'aide économique accordée ne pourra pas dépasser 80 % du budget global de la production,

En cas de coproduction, les comptes pourront être remis par le coproducteur (ou partagés entre les coproducteurs) sous réserve d'avoir fourni le contrat de coproduction. Il est à noter que les aides à la production sont des aides à l'investissement qui doivent être prises en compte en tant que telles dans la comptabilité de la structure.

Article 3 – Présentation des pièces justificatives

Toutes les pièces justificatives doivent être signées par la personne dûment habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

Article 4 – Délai de validité de l'aide

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date de vote de l'aide pour transmettre les pièces justificatives, soit jusqu'au 16 octobre 2028, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services métropolitains faisant foi.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet, il peut demander une prorogation du délai de validité de l'aide accordée. Pour cela, il doit adresser à la Métropole TPM, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité de l'aide. Pour être considérée comme acceptée par la Métropole TPM, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de l'Assemblée délibérante, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

Article 5 – Conditions d'utilisation de l'aide

Le Bénéficiaire de l'aide économique s'engage :

- À utiliser les sommes attribuées par la Métropole TPM conformément à l'objet de la présente convention,
- À faire figurer au générique du film la mention avec « le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ».
- À informer la Métropole TPM des étapes importantes de la préparation, de la production, de la réalisation, de la postproduction, de l'exploitation, de la diffusion de l'œuvre ainsi que les sélections aux festivals, et les prix et récompenses décernés,
- À associer la Métropole TPM, le cas échéant, à l'organisation d'une avant-première sur le territoire métropolitain,
- À autoriser les agents de la Métropole à assister au tournage dans le respect du plan de travail de l'équipe,
- À remettre à la Métropole TPM le matériel de communication lié au film : des affiches (format papier et numérique en HD), des photos de tournage et des photos du film (format numérique HD), la bande annonce et des extraits du film (format numérique HD),
- À libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre de toute opération coordonnée par la Métropole TPM,
- À s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens,

Le Bénéficiaire s'engage également à informer la Métropole TPM par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification :

- Administrative le concernant (changement de dénomination sociale, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, changement de dirigeant, ...),
- Matérielle, financière ou technique du projet soutenu (date de réalisation, budget prévisionnel, ...).

Toute modification de l'objet de l'aide accordée doit être formellement acceptée par la Métropole TPM et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du règlement (UE) N° 1407-2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis, prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) N°2020-972 de la Commission européenne du 2 juillet 2020. Le Bénéficiaire déclare sur l'honneur les aides perçues ou à percevoir au titre de ce règlement au moyen de la déclaration ci-jointe (annexe 2). Cette déclaration vise à la vérification du non-dépassement du seuil applicable aux aides relevant du règlement de Minimis.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Métropole TPM et le Bénéficiaire.

Article 6 – Responsabilité de la Métropole TPM

L'aide financière apportée par la Métropole TPM à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable aux tiers ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 7 – Modalités de contrôle

Le Bénéficiaire de l'aide économique peut être soumis au contrôle des agents de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la Métropole TPM peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses agents à toute vérification sur pièce sur place.

Le Bénéficiaire est tenu de fournir à la Métropole TPM une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes des deux derniers exercices écoulés, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotés, par la personne dûment habilitée.

Lorsque la subvention métropolitaine est affectée à une dépense déterminée, le Bénéficiaire doit produire à la Métropole TPM un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu financier, daté et signé par le représentant légal de la structure, doit être transmis à la Métropole TPM dans les six mois qui suivent la fin du projet, dans le respect du délai de validité de l'aide conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le compte-rendu financier est réglementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il fait apparaître les écarts éventuels exprimés en euros et en pourcentage constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

Le compte-rendu financier est accompagné de 2 annexes :

- La première annexe comprend un commentaire sur les écarts constatés entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet,
- La seconde annexe comprend une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Article 8 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier

En cas de non-respect :

- Du délai de validité prévu par la présente convention,
- De l'une des dispositions du règlement financier de la Métropole ou si le contrôle des pièces transmises par le Bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Métropole TPM la conduisent à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération financée,

le Bénéficiaire :

- Ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de l'aide économique concernée,
- Doit rembourser les sommes indûment perçues.

Article 9 - Obligations du bénéficiaire à la protection des données à caractère personnel

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le règlement (UE) N°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi N°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Métropole TPM de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- À informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité,
- À obtenir leur consentement express,
- À transmettre à la Métropole TPM les coordonnées du responsable du traitement des données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Article 10 – Date d'effet et résiliation de la convention

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Métropole TPM au Bénéficiaire de l'aide.

La convention prend fin par le versement du solde de l'aide économique au Bénéficiaire, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à l'aide ou par la résiliation unilatérale de plein droit par la Métropole TPM en cas de dissolution de la structure ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire.

Article 11 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les la Métropole TPM et le Bénéficiaire de l'aide économique, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Toulon,

Le

**Pour la société de
production**

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Le Président,**

**Le Président,
Jean-Pierre GIRAN**

Pour être éligibles, les dépenses doivent

- **Être effectuées sur le territoire métropolitain, comptant les 12 communes suivantes :**
 - Carqueiranne
 - La Crau
 - La garde
 - Hyères et les Iles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et Ile du Levant)
 - Ollioules
 - Le Pradet
 - Le Revest-les-Eaux
 - Saint-Mandrier-sur-Mer
 - La Seyne-sur-Mer
 - Six-Fours-les-Plages et l'Ile des Embiez
 - Toulon
 - La Valette-du-Var
- **Être directement liées à la production du film aidé,**
- **Être acquittées par le bénéficiaire de la subvention ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.**

Il s'agit des :

1 – Droits artistiques :

Droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores, droits d'auteurs, etc.

2 – Frais de personnel :

Salaires et charges liées aux comédiens, techniciens, figurants, auteurs, réalisateurs, conseillers techniques, conseillers artistiques, traducteurs, musiciens, agents, membre de l'équipe de production, etc.

3 – Décors et costumes :

Location, construction et éclairage des décors ; location, achat d'accessoires de décor ; location de studios, auditorium ; location ou achat de costumes, postiches, maquillage, etc.

4 – Frais de régie :

Location de bureaux, de véhicules, téléphone, frais de documents, dépenses de restauration, d'hébergement, de déplacements, lorsqu'elles sont directement liées à la production et peuvent être rattachées à la période de repérage, de tournage et de post-production du film, etc.

5 – Moyens techniques :

Location et achat de tout matériel technique concourant à la fabrication du film (éclairage, montage, prise de vue, machinerie, duplication, sous-titrage, doublage ...), etc.

6 - Assurances

MODELE DE DECLARATION D'AIDE DE MINIMIS PAR UNE ENTREPRISE

A imprimer sur le papier en-tête de l'entreprise

Objet : Déclaration des aides placées sous le règlement *de minimis* n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, modifié par le règlement (UE) n° 2020-972 de la Commission du 2 juillet 2020

Je soussigné (nom, prénom et qualité) représentant de , entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, modifié par le règlement (UE) n° 2020-972 de la Commission du 2 juillet 2020 déclare :

- ☐ n'avoir reçu aucune aide *de minimis*¹ durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- ☐ avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides *de minimis* listées² dans le tableaux ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides *de minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides de minimis**,
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides de minimis**, modifié par le règlement (UE) n° 2020-972 de la Commission du 2 juillet 2020,
- règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
- règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** dans le secteur de l'**agriculture**
- règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides de minimis** accordées à des entreprises fournissant des **services d'intérêt économique général (SIEG)**.

¹ Les aides *de minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides *de minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère *de minimis* des aides attribuées. Le montant maximum d'aide *de minimis* est de 200 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

² Si vous avez reçu une aide *de minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement *de minimis*.

Dates d'attribution des aides <i>de minimis</i>	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ³	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide ⁴ (en euros)
Total A des aides perçues			
Dates de demande de l'aide <i>de minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
Total B des aides demandées non perçues			
Total général (A+B)			

(ajouter autant de lignes que nécessaire)

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- ☐ Une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- ☐ Une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature (Indiquer le nom et la qualité du signataire)

³ Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000 €. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise. Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 200 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou

une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

⁴ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

